



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 15 avril 2024

M_DL240415_028

RESSOURCES HUMAINES - DISPOSITIF ADULTES RELAIS - CREATION - MISE EN OEUVRE - ADOPTION

M. Jérôme DUBOST, Maire – La médiation sociale est aujourd'hui reconnue comme un mode efficace de résolution des tensions et de mise en relation entre les populations et les institutions.

Le dispositif d'adultes-relais permet à certaines personnes éloignées de l'emploi d'assurer des missions de médiation sociale et culturelle de proximité, en ayant une connaissance fine des acteurs du territoire, une aptitude à dialoguer avec les personnes isolées par une démarche « d'aller vers », et une position de tiers extérieur neutre afin de renouer la communication entre les personnes ou entre les personnes et les institutions.

La création de postes d'adultes-relais est destinée à améliorer, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les autres territoires prioritaires des contrats de ville comme les Territoires de Veille Active, les relations entre les habitants de ces quartiers et les services publics, ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs. Il doit avoir un vrai rôle de médiation sociale.

Les bénéficiaires

- Doivent être âgés de 26 ans au moins,
- Résider dans un quartier prioritaire de la Politique de la Ville ou dans un autre territoire prioritaire des contrats de ville,
- Être sans emploi ou bénéficier d'un contrat aidé, qui, dans ce cas, doit être rompu au préalable.

La création d'un poste d'adulte-relais fait l'objet d'une convention préalable entre la Collectivité et l'État.

Cette convention doit comporter une obligation de formation et de facilitation du parcours professionnel de l'adulte-relais par la Collectivité pour aider à sa mobilité et à son retour vers le marché du travail.

La durée pour laquelle la convention est signée ne peut excéder trois ans. Elle est renouvelable. Dans ces conditions, le contrat d'adulte-relais est un contrat de droit privé à durée déterminée (CDD) dans la limite de trois ans, renouvelable une fois.

L'Etat accorde à la Collectivité une aide forfaitaire annuelle de 20 071€. L'aide est versée à compter de la signature du contrat de travail.

La rémunération du salarié ne peut être inférieure au Smic sur la base d'un temps plein de 35 heures.

Le poste d'adulte relais à la Ville de Montivilliers sera rattaché au service Vie Associative et dispositifs de prévention. Il aura pour mission :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- d'aller à la rencontre des publics dans les différents quartiers afin de créer du lien et de réguler par la médiation les tensions et les conflits.
- d'accompagner les jeunes et les familles vers les différents partenaires du territoire.
- de proposer des temps de médiation en partenariat avec les services municipaux
- d'animer des activités dans le cadre du projet de prévention.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code du Travail,

VU le décret n°2013-54 modifié du 15 janvier 2013 modifié relatif au montant de l'aide financière de l'État aux activités d'adultes-relais

VU le projet de convention à conclure avec les services de l'État,

CONSIDÉRANT

- Que le dispositif « adultes relais » a été créé par le comité interministériel des villes du 14 décembre 1999 ;
- Que ce programme permet de confier des missions de médiation sociale de proximité, dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ;
- Que pour bénéficier d'un contrat adulte-relais, les conditions suivantes doivent être remplies :
 - Etre âgé de 26 ans au moins,
 - Résider dans un quartier prioritaire de la Politique de la Ville ou dans un autre territoire prioritaire des contrats de ville,
 - Être sans emploi ou bénéficier d'un contrat aidé, qui, dans ce cas, doit être rompu au préalable.
- Que le contrat adulte relais permet à la collectivité employeur de bénéficier d'un aide financière de l'État sur le fondement d'une convention conclue entre l'employeur et l'État ;
- Que le dossier de candidature adressé aux services de la préfecture doit contenir la délibération du conseil municipal relative à la création du poste d'adulte relais, précisant la personne habilitée à signer les documents administratifs et financiers inhérents à ce poste ;
- Le caractère d'urgence à prendre cette délibération pour pouvoir constituer le dossier.

Sa commission municipale n°7, Administration générale réunie le 12 avril 2024, consultée ;

Sa commission Finances réunie le 12 avril 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

DÉCIDE

- **D'autoriser** la création d'un poste d'adultes-relais, à temps complet (35 heures hebdomadaire) pour une durée de trois ans, renouvelable une fois, rémunéré sur la base minimale du SMIC horaire

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer la convention avec les services de l'État et tous les documents afférents à ce dossier.

Imputation budgétaire

Exercice 2024

Budget principal

Chapitre 12 - 64168:

Montant de la dépense : 30 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

